

Le 07-11-2017

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Dimanche 15 octobre, plus de 18 millions de vénézuéliens étaient invités à élire les 23 gouverneurs des 23 états parmi 226 candidats de droite ou bolivariens (chavistes). Caracas qui n'est pas un État mais un district fédéral à statut spécial (*district capitale*), n'était pas concernée par ces élections. 13.559 centres de vote et 30.274 tables électorales ont été installés, par le Centre National Électoral, dans tout le pays. La participation (très forte pour un scrutin régional) a été de 61,4 %.

Les candidats bolivariens remportent une victoire écrasante : 17 États contre 5 pour la droite qui remporte les États de Mérida, Táchira et Zulia, proches de la Colombie et des foyers de violence paramilitaire. Les bolivariens récupèrent trois États historiquement gouvernés par la droite : Amazonas, Lara et Miranda. La victoire dans l'État de Miranda est hautement symbolique car c'est le milliardaire et ex-candidat à la présidentielle Henrique Capriles Radonsky (voir notre dernier article) qui en a été longtemps le gouverneur.



Etat	% Bolivariens	Votes Bolivariens	% Droite	Votes Droite
Amazonas	59,85	35.536	32,00	18.997
Anzoátegui	46,74	308.678	52,01	343.445
Apure	51,92	97.896	31,56	59.510
Aragua	56,83	414.075	39,60	288.696
Barinas	52,88	176.291	44,35	147.854
Bolívar				
Carabobo	51,96	452.081	46,41	403.787
Cojedes	55,48	91.691	42,91	70.912
Delta Amacuro	58,78	42.928	39,50	28.870
Falcón	51,86	208.745	44,40	178.974
Guárico	61,68	195.071	37,38	118.238
Lara	57,65	444.976	40,93	315.907
Mérida	46,30	174.914	51,05	192.852
Miranda	52,54	622.226	45,92	543.822
Monagas	53,94	216.709	43,97	176.641
Nueva Esparta	47,46	106.783	51,81	116.574
Portuguesa	64,24	223.449	33,22	115.567
Sucre	59,89	216.410	38,77	140.075
Táchira	35,38	178.540	63,29	319.403
Trujillo	59,90	196.667	37,82	124.167
Vargas	52,35	87.939	46,22	77.640
Yaracuy	61,88	170.866	35,81	98.882
Zulia	47,13	631.594	51,60	691.547
		5.294.065		4.572.360

Ce bon résultat du Chavisme (54 %) contre la droite (45 %) arrive dans un contexte difficile. Il y a encore quelques semaines, une insurrection armée dirigée par l'extrême droite cherchait à renverser le gouvernement élu et faisait près de 200 morts. Cette guérilla des riches a pris fin le 30 juillet, lorsque la majorité de la population, en marge des violences, s'est mobilisée pour élire l'Assemblée constituante.

Désavouée, la droite s'est alors divisée entre un secteur radical (dont l'objectif est toujours de prendre le pouvoir sans passer par les urnes) et un secteur acceptant la voie électorale. Cette dernière, pour obtenir un scrutin en sa faveur, s'est jetée, avec le secteur privé (80 % de l'économie) et les Etats-Unis, dans une guerre économique : augmentation substantielle des prix des produits de base pour « booster » le mécontentement populaire.

Comme d'habitude, la droite a contesté les résultats, évoquant une « fraude ». Le président Maduro a répondu en demandant un recomptage de 100 % des votes.

Le vote était pourtant sous le contrôle d'observateurs internationaux dont 50 experts électoraux. Guillermo Reyes, porte-parole du respecté *Collège d'Experts Electoraux d'Amérique Latine* (formé d'ex-présidents de centres nationaux électoraux de nombreux pays) a rappelé que le système électronique du Venezuela est le plus moderne du continent et qu'avant l'élection, l'ensemble des partis de droite et de gauche ont participé aux essais techniques, signant le rapport concluant à sa fiabilité. En 2012 déjà, le système électoral automatisé du Venezuela a été qualifié par le Centre Carter de « meilleur du monde » (<https://venezuelanalysis.com/news/7272>)

Avec 22 scrutins en 18 ans de « processus bolivarien », le Venezuela bat tous les records en termes de démocratie électorale. Il est d'ailleurs curieux que la droite n'est pas crié à la fraude quand elle a remporté des scrutins comme les législatives de 2015....C'est vrai que la fraude n'existe que lorsqu'on perd les élections...

Pour mieux comprendre le ressort du Chavisme, il faut considérer la droite blanche, fortement liée aux grandes entreprises privées, soutenue par Donald Trump, l'Union Européenne, Emmanuel Macron, Mariano

Rajoy, Angela Merkel et les grands médias internationaux face à la majorité : couches populaires, population métissée et invisible des médias.

C'est celle-ci que soutient le Parti de la démondialisation (Pardem).

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire